**Modèle d’arrêté**

***D’attribution d’un véhicule de fonction***

🕬 Les mots inscrits en italique et cet encadré doivent faire l’objet d’un choix et/ou être enlevés dans la version définitive de l’arrêté.

*Logo ou blason de la collectivité territoriale ou de l’établissement public*

*Nom du département*

*Nom de l’arrondissement*

*Nom de la collectivité territoriale ou de l’établissement public*

**Arrêté n°20***…* **-** **…** *(n° d’ordre)*

**portant attribution d’un véhicule de fonction à**

*Madame ou Monsieur* **…** *(prénom et NOM de l’agent)*

*Le-La Maire-Président-Présidente de* … *(nom de la collectivité territoriale ou de l’établissement public sauf si vous inscrivez ce nom en haut à gauche),*

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles[[1]](#footnote-1) … et L.2121-18-1-1 ou L.3123-19-3 ou L.4135-19-3 ou L.5211-13-1

Vu le Code général de la fonction publique, notamment ses articles L.343-1, L.343-5 *[pour un agent contractuel]*, L.412-5 à L.412-7 *[pour un fonctionnaire]*, L.721-1 et L.721-3,

Vu le Code général des impôts, notamment son article 82,

Vu le Code de la route, notamment ses articles L.121-2 et L.121-3,

Vu le Code de la sécurité sociale, notamment son article L.242-1,

Vu la loi n°57-1424 du 31 décembre 1957 attribuant compétence aux tribunaux judiciaires pour statuer sur les actions en responsabilité des dommages causés par tout véhicule et dirigés contre une personne de droit public,

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 1,

Vu la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique,

Vu le décret n°2022-250 du 25 février 2022 modifié portant diverses dispositions d'application du code général de la fonction publique,

Vu l’arrêté n° NOR : SANS0224281Adu 10 décembre 2002 modifié relatif à l’évaluation des avantages en nature en vue du calcul des cotisations de sécurité sociale,

Vu la délibération n° … *(n° d’ordre)* en date du … relative à l’attribution d’un véhicule de fonction pour l’année 20….

Considérant que les responsabilités qui lui incombent, les contraintes de déplacement et de temps inhérentes aux emploi(s) de … *(dénomination du ou des emplois concernés)* nécessitent l’attribution de façon permanente et exclusive d’un véhicule de fonction pour son usage professionnel et ses déplacements privés.

Considérant qu’un véhicule de fonction peut être attribué, par nécessité absolue de service, aux agents occupant un emploi fonctionnel de … *(dénomination de l’emploi fonctionnel),*

Considérant que cette attribution fera l’objet, de la part de l’employeur, d’une déclaration d’avantage en nature, évalué sur la base des *dépenses réelles ou d’une évaluation forfaitaire,*

**ARRÊTE**

**Article 1 :**

Un véhicule de fonction est attribué à *Madame ou Monsieur … (prénom et NOM de l’agent)* occupant l’emploi fonctionnel de … *(dénomination de l’emploi fonctionnel).*

**Article 2 :**

La décision prend effet au …

*(Le cas échéant)* **Article 3 :**

Les restrictions d’utilisation du véhicule sont les suivantes : … *(recensement des éventuelles restrictions ; ex : périmètre géographique [ex : territoire départemental, régional, national], périodes de remise dans les locaux de la collectivité ou l’établissement [ex : vacances scolaires d’été]*

**Article 4 :**

L’attribution du véhicule de fonction cesse à la date à laquelle*Madame ou Monsieur … (prénom et NOM de l’agent)* cesse définitivement d’occuper l’emploi fonctionnel de … *(dénomination de l’emploi fonctionnel).*

*(Le cas échéant)* Le véhicule de fonction est également remisé dans les locaux de *la collectivité ou l’établissement* et pourra faire l’objet d’une nouvelle affectation lorsque l’agent est placé en congé de … *[ex : congé parental, congé de longue durée, congé de longue maladie, congé de grave maladie, etc.]*

**Article 5 :**

L’attribution du véhicule de fonction est soumise à une déclaration d’avantage en nature sur la base des *dépenses réelles ou d’une évaluation forfaitaire*

**Article 6 :**

L’attribution du véhicule du fonction est consentie pour l’année 20… et renouvelable chaque année

**Article 7 :**

Le véhicule est assuré par … *(dénomination de la collectivité ou de l’établissement)*

**Article 8 :**

Le Directeur général des services est chargé de l’exécution du présent arrêté.

**Article 9 :**

Une ampliation sera adressée *au Président/ à la Présidente* du Centre départemental de gestion de la fonction publique territoriale du Loiret et au comptable principal de … (*nom de la collectivité territoriale ou de l’établissement public*).

**Article 10 :**

Le présent arrêté peut faire l’objet d’un recours gracieux auprès du *Maire de la commune* *OU du Président/ de la Présidente de … (dénomination de la collectivité territoriale ou de l’établissement public concerné)* et/ou d’un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif d’Orléans, situé 28 rue de la Bretonnerie, 45057 Orléans dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l’application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet http://telerecours.fr

*Monsieur ou Madame le* *Maire-Président/Présidente* certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire du présent arrêté.

*Le-la* *Maire-Président/Présidente*

*Prénom NOM*

Fait à … *(nom de la commune ou de la commune siège de la collectivité territoriale ou de l’établissement public)*

Le … *(date)*

Notifié le … *(date)*

Signature de l’agent :

*Cet arrêté n’est pas transmis au Représentant de l’Etat*

1. *L.2122-18 (commune) ou L.3221-3 (département) ou L.4231-3 (région) ou L.5211-9 (intercommunalité)* [↑](#footnote-ref-1)